

**Cahier des charges assorti à la concession pour un
programme luxembourgeois par câble
accordée le 26 août 2003 à la société
DOK S.A.**

Le Gouvernement de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (le « Gouvernement »), représenté par son Premier Ministre, Ministre d'Etat,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et notamment son article 23,

Vu le règlement grand-ducal du 17 mars 1993 fixant les modalités selon lesquelles le Gouvernement accorde les concessions pour les programmes luxembourgeois par câble, ainsi que les règles générales gouvernant ces concessions et les cahiers des charges qui leur sont assortis,

Vu la Concession accordée en ce jour à la société DOK S.A.,

Arrête :

Article 1er.- Objet

Le présent Cahier des charges a pour objet, en application de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, appelée ci-après « la Loi », de préciser les règles particulières applicables au Programme objet de la Concession accordée en ce jour à la société DOK S.A.

Article 2.- Dénomination officielle

(1) Le Programme doit avoir une dénomination officielle. Il est actuellement dénommé « den oppene Kanal », en abrégé « dok »

(2) Le Programme doit s'identifier régulièrement vis-à-vis du public par sa dénomination officielle.

(3) En outre, toute diffusion d'une partie ou de la totalité d'un programme bénéficiant d'une concession propre doit être identifiée en tant que telle. A cette fin, la diffusion doit être précédée et suivie de l'indication de la dénomination officielle de ce programme ainsi que des informations relatives à l'identité du concessionnaire de ce programme.

(4) Toute modification de la dénomination officielle doit être préalablement autorisée par le Ministre ayant dans ses attributions les médias (le « Ministre »).

Article 3.- Contenu du Programme

- (1) Le Programme doit respecter dans son contenu les principes suivants:
- a) il doit être de qualité, avoir une vocation de culture, d'information et de divertissement et respecter les sensibilités intellectuelles et morales du public;
 - b) il ne peut ni mettre en péril la sécurité nationale ou l'ordre public, ni constituer une offense à l'égard d'un Etat étranger;
 - c) il doit se conformer aux bonnes mœurs ainsi qu'aux loi luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché, et
 - d) il ne peut contenir aucune incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, d'opinion, de religion ou de nationalité.

(2) Au cas où il diffuserait des émissions de propagande de partis ou de groupes politiques, le Concessionnaire devra veiller, sous le contrôle du Conseil National des Programmes, à offrir un accès équitable et transparent à tous les partis et groupes politiques.

(3) Sont interdits tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment les éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite.

(4) Sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que les mineurs ne voient pas ou n'entendent pas normalement ces éléments de programme.

Lorsque les éléments de programme visés à l'alinéa ci-dessus sont diffusés en clair, ils doivent être précédés d'un avertissement acoustique ou identifiés par la présence d'un symbole visuel tout au long de leur durée.

(5) La surveillance du contenu du Programme est exercée par le Ministre avec le concours du Conseil National des Programmes.

(6) Le Concessionnaire est tenu d'enregistrer dans sa totalité le programme, l'enregistrement devant être conservé pendant la durée d'un mois. Au cas où un élément de programme fait l'objet d'un droit de réponse ou d'une contestation sur le respect de la Loi ou du présent Cahier des charges, l'enregistrement doit être conservé aussi longtemps qu'il est susceptible d'être utilisé comme élément de preuve.

(7) Une copie de l'enregistrement d'un élément de programme doit être délivrée sur demande et sans délai au Ministre, au Service des Médias et des

Communications, au Conseil National des Programmes ou aux instances judiciaires saisies d'une contestation à propos de l'élément de programme concerné.

Article 4.- Autres dispositions applicables au Programme

- (1) Le Concessionnaire devra respecter la législation luxembourgeoise.
- (2) En particulier, parmi les dispositions de la Loi le chapitre V sur les règles européennes pour la télévision et l'article 36 sur le droit de réponse sont applicables, de même que le règlement grand-ducal du 5 avril 2001 fixant les règles applicables en matière de contenu en œuvres européennes et en œuvres de producteurs indépendants des programmes de télévision réputés relever de la compétence du Luxembourg conformément à la directive européenne « Télévision sans Frontières » ainsi que le règlement grand-ducal du 5 avril 2001 fixant les règles applicables en matière de publicité, de parrainage, de téléachat et d'auto promotion dans les programmes de télévision réputés relever de la compétence du Luxembourg conformément à la directive « Télévision sans Frontières ».
- (3) Le Concessionnaire est tenu de transmettre gratuitement des communiqués officiels ou d'informations relatifs à la sécurité de la vie humaine et aux nécessités de police, cette transmission se faisant à la demande du Gouvernement qui en assume la responsabilité et ayant priorité sur celle des autres éléments du Programme.
- (4) La présentation de l'actualité doit être faite dans un esprit d'impartialité et d'objectivité et dans le respect du pluralisme des idées et de la liberté d'information.

Article 5.- Conditions d'exploitation de la Concession

- (1) Le Concessionnaire exploite la Concession à ses risques et périls.
- (2) L'exploitation de la Concession ne peut pas être confiée à des tiers.
- (3) Le Programme est conçu par le Concessionnaire et composé par lui ou sous son contrôle. Le concessionnaire doit en toute hypothèse garder la maîtrise du contenu du programme qui est diffusé sous sa responsabilité, sans préjudice de l'article 4(3).
- (4) Doivent être obligatoirement localisés sur le territoire luxembourgeois:
 - a) l'établissement principal et la direction ainsi que les organes décisionnels de la société concessionnaire;
 - b) une partie significative des effectifs employés aux activités de radiodiffusion télévisuelle.

Article 6.- Identité du Concessionnaire

- (1) Le caractère personnel de la Concession implique que le Gouvernement doit disposer d'un droit de regard en ce qui concerne les actionnaires

de référence qui détiennent le contrôle de la société Concessionnaire. Les actionnaires de référence sont spécifiés à l'Annexe.

(2) Tout changement au niveau du contrôle de la société par les actionnaires de référence, tels que spécifiés à l'Annexe, devra être soumis à l'approbation préalable du Gouvernement. Celui-ci ne refusera son approbation que dans le cas où il n'aurait pas accordé la Concession si le changement en question avait eu lieu avant l'octroi de celle-ci.

(3) Tout changement des statuts de la société Concessionnaire devra être soumis à l'approbation préalable du Gouvernement. Celui-ci ne refusera son approbation que dans le cas où il n'aurait pas accordé la concession si le changement en question avait eu lieu avant l'octroi de la Concession.

(4) Tout changement au niveau du contrôle de la société Concessionnaire ou des statuts de cette société intervenu sans l'approbation préalable du Gouvernement constituera une violation du cahier des charges susceptible de déclencher la procédure de sanction prévue à l'article 10 ci-dessous.

Article 7.- Association de filiales à l'exploitation de la Concession.

Le Concessionnaire peut cependant, après agrément du Gouvernement, associer une filiale à l'exploitation de la Concession à condition toutefois qu'il en exerce le contrôle. La notion de contrôle s'appréciera en fonction du niveau de participation directe ou indirecte ainsi que des moyens mis en œuvre pour assurer le respect des dispositions de la Concession et du Cahier des charges.

Article 8.- Redevance

En contrepartie de l'octroi de la Concession, le Concessionnaire n'est pas tenu au versement d'une redevance.

Article 9.- Surveillance de l'activité du Concessionnaire

(1) L'exploitation de la Concession est soumise au contrôle du Ministre.

(2) Le Ministre exerce ce contrôle avec l'assistance du Service des Médias et des Communications.

(3) Le Ministre, avec l'assistance du Service des Médias et des Communications, veillera à l'observation du Contrat de Concession et du Cahier des charges. Le Concessionnaire lui communiquera à sa demande tous les documents et autres renseignements qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il l'informerait d'office de toutes difficultés financières dans lesquelles il pourrait se trouver. Le Concessionnaire lui communiquera chaque année copie de ses comptes sociaux au moment de leur dépôt au registre du commerce. Le concessionnaire n'est pas tenu au remboursement des frais de surveillance mais doit, à la demande du

Service des Médias et des Communications, lui remettre une copie de l'enregistrement de tout élément faisant partie de la grille du Programme.

Article 10.- Sanctions

(1) La Concession peut à tout moment être retirée dans les cas prévus par l'article 23(4) de la Loi et suivant les modalités prévues par l'article 35 de la Loi et notamment en cas de violation des obligations inscrites dans le présent Cahier des charges, de violation des lois nationales et conventions internationales en vigueur au Grand-Duché, d'abandon ou d'interruption prolongée de l'exploitation de la Concession et au cas où une ou plusieurs des conditions d'exploitation énoncées à l'article 5 (4) ne sont plus remplies.

Article 11.- Droits et obligations en cas de cessation

(1) En cas de cessation de la Concession à l'échéance de la ou des périodes de renouvellement éventuelles au-delà de son terme initial, le Gouvernement n'est tenu au paiement d'aucune indemnité ni au Concessionnaire, ni à la Filiale que celui-ci aura éventuellement associée à l'exploitation de la Concession.

(2) Si en vertu de l'article 10 ci-dessus, le Gouvernement fait un usage légitime de son droit de retirer l'autorisation d'exploiter la Concession, le Concessionnaire perd tous les droits y attachés.

Article 12.- Durée

Le présent Cahier des charges s'applique pendant toute la durée de la Concession, y compris la ou les périodes éventuelles de prorogation.

Fait et signé en double exemplaire

Luxembourg, le 26 août 2003

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Premier Ministre,
Ministre d'Etat
Jean-Claude Juncker

Lu et accepté à Luxembourg, le 29.08.2003
Marice Molitor
Administrateur délégué

Philippe Baudet
Administrateur délégué

Annexe: Annexe au Cahier des charges (1 page)

**Annexe
au Cahier des charges
assorti à la Concession pour un
programme luxembourgeois par câble
accordée le 26 août 2003
à la société
DOK S.A.**

Actionnaires de référence

- Le Concessionnaire est la société luxembourgeoise DOK S.A ., ayant son siège à Kehlen, 36, rue de Kopstal.
- Les actionnaires de référence de DOK S.A. qui détiennent directement ou indirectement et à tout moment au moins 50 % plus une action du capital et des droits de vote à l'assemblée générale sont :
 1. Madame Martine Colling, employée privée, demeurant à Kehlen, 36 rue de Kopstal ;
 2. Monsieur Michel Baudet, retraité, demeurant à Strassen, 38 rue des Prés.